

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°378
28 Mai 2025
ISSN 1245-0286

Intervention du représentant du courant Front Unique au Bureau national de la FSU, le 26 mai 2025

Avec le lancement de l'opération dite « chariot de Gédéon » dans la bande de Gaza, l'État d'Israël entend parachever le génocide du peuple palestinien qu'il organise depuis 20 mois.

Oui, c'est un génocide. Il faut donner la dimension réelle de ce qui est en cours : d'ores et déjà, des dizaines de milliers de victimes palestiniennes supplémentaires meurent ou vont mourir, quoi qu'il arrive, dans les jours qui viennent. Des centaines de milliers d'autres sont en péril immédiat. Mais c'est la totalité des plus de 2 millions de Palestiniens de Gaza que l'État sioniste est prêt à exterminer.

Un responsable de l'ONU a déclaré que 14 000 bébés étaient menacés de mort « dans les 48 heures » : c'était il y a cinq jours. Leur mort, dite « mort indirecte », n'est pas comptabilisée dans le dérisoire « décompte officiel » des victimes brandi par les médias.

L'infirmière Imane Maarifi, récemment entendue au Parlement de l'Union européenne, estime que ces « morts indirects » sont 4 à 5 fois plus nombreux que les victimes des bombardements. La revue médicale *The Lancet* confirme, dans ses évaluations, cet ordre de grandeur. C'est bien par centaines de milliers que se comptent déjà les victimes de l'État sioniste : et ça, c'était avant le déclenchement de l'opération actuelle.

Oui, c'est un génocide.

Et Netanyahu n'avance pas seul. Ses députés alliés, de plus en plus nombreux à déclarer publiquement que les enfants palestiniens sont des cibles légitimes, ne sont pas hors sol. Un sondage organisé par l'université de Pennsylvanie en mars établit que 82% des colons juifs soutiennent l'expulsion des Palestiniens de Gaza ; 56% réclament en outre celle des Palestiniens de Cisjordanie. A État colonial et raciste, société coloniale et raciste.

Oui, c'est un génocide, méthodique, orchestré par l'État d'Israël. Et on ne combattrait pas ce génocide en bavardant sur une « paix » dont Israël ne veut pas, ou en réclamant que les ghettos aux marges de l'État sioniste soient rebaptisés « État palestinien ».

Il faut affirmer l'évidence : aucune aide au peuple palestinien ne viendra de Macron, Merz, Starmer, de l'Union européenne ou de l'ONU – eux qui n'ont cessé de clamer et d'apporter concrètement tout leur soutien aux génocidaires, qui, aujourd'hui plus que jamais, organisent partout la répression contre toute mobilisation en faveur du peuple palestinien.

Face à cette urgence absolue, il est plus que temps que les dirigeants des organisations syndicales ouvrières et enseignantes rompent avec Macron et ses gesticulations, qu'ils prennent enfin la défense des massacrés contre les génocidaires. Face à la répression de toutes les expressions en faveur du peuple palestinien, seules ces organisations peuvent briser l'étau qui écrase les travailleurs et la jeunesse : c'est aussi leur devoir.

Pour les collègues, la question n'a plus rien d'abstrait. En témoigne, la mise à pied d'une enseignante du lycée de Sens, dans l'Yonne, pour avoir accédé à la demande de ses élèves bouleversés par le génocide : organiser une minute de silence à la mémoire du génocide. Il ne fait aucun doute que de telles situations ont vocation à se multiplier tant la jeunesse est légitimement heurtée par cette barbarie. Les syndicats de la FSU doivent rompre leur silence sur le sujet et exiger publiquement la levée des sanctions.

Alors, pour ouvrir enfin une perspective, il est plus que temps que les organisations syndicales décident de s'unir et d'agir véritablement en appelant enfin, en leur nom, à une manifestation massive à l'ambassade d'Israël à Paris.